Document généré le 19 avr. 2024 12:57

Liberté

Grandeurs et misères de l'agit-prop post-2012

Alexandre Cloutier

Numéro 318, hiver 2017

URI : https://id.erudit.org/iderudit/87566ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)
1923-0915 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Cloutier, A. (2017). Compte rendu de [Grandeurs et misères de l'agit-prop post-2012]. *Liberté*, (318), 57–59.

Tous droits réservés © Alexandre Cloutier, 2017

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Grandeurs et misères de l'agit-prop post-2012

ALEXANDRE CLOUTIER

On a parfois l'impression que, depuis la prise du pouvoir par les libéraux, au début de ce siècle, s'est posé sur le Québec un voile opaque que seule la grève étudiante de 2012 serait parvenue à déchirer. Devant l'ampleur de la mobilisation, il était légitime de souhaiter qu'elle parvînt à chasser cette mafia, mais plus fondamentalement qu'elle sonnât pour de bon le réveil d'un Québec enfoncé dans « le confort et l'indifférence ». Ces espoirs en bonne partie déçus appelaient un rigoureux bilan. C'est sans doute pourquoi la fiction post-printemps 2012 des cinéastes Mathieu Denis et Simon Lavoie, *Ceux qui font les révolutions à moitié n'ont fait que se creuser un tombeau*, portée par un désir d'avant-garde tant dans son propos militant que dans ses propositions esthétiques, a suscité de telles attentes. D'autant plus qu'elle osait aborder de front le thème de la révolution, devenu à gauche – depuis la chute du mur de Berlin – un véritable tabou.

L'objet lui-même tente bel et bien une petite révolution. Toutefois, la livraison génère souvent le sentiment d'un exercice de style assez tape-à-l'œil, racoleur et au final assez vain qui mise sur les effets dans le seul but de déroger aux conventions. Difficile de ne pas souligner le paradoxe sous-jacent d'une œuvre, militante de surcroît, c'est-à-dire devant défoncer les portes et ouvrir les fenêtres, qui s'avère elle-même hermétiquement refermée sur soi. Or, à défaut d'imaginer un nouvel horizon, le film – et le bruit qui l'a entouré – a au moins l'intérêt d'être symptomatique du désarroi de cette gauche médiatique québécoise.

Ceux qui absolutisent les positions ne font que construire des culs-de-sac

D'abord, le titre – *Ceux qui font les révolutions à moitié n'ont fait que se creuser un tombeau* – résume à lui seul la démarche et l'objectif du film. Cet emprunt à Saint-Just, « l'ange de la mort » de la Révolution française (qui finira lui-même sous la guillotine), permet de souligner un double sens: les deux extrémités du tunnel dans lequel s'engouffre la société québécoise – l'ultramilitantisme *et* le quiétisme petit-bourgeois – se terminent dans des impasses. Malgré les prétentions critiques de Mathieu Denis et Simon Lavoie, on reste néanmoins avec l'impression que l'entreprise souffre en bonne partie des maux mêmes qu'ils dénoncent: l'imposture et l'inachèvement.

À titre d'exemple, la beauté plastique de certains plans ou le changement continuel du format de l'image semblent n'obéir à aucune autre logique que celle de vouloir dérouter. On veut bien comprendre le désir

MATHIEU DENIS ET SIMON LAVOIE

CEUX QUI FONT LES RÉVOLUTIONS À MOITIÉ N'ONT FAIT QUE SE CREUSER UN TOMBEAU

QUÉBEC / CANADA, 2017, 183 MIN.

d'insuffler, grâce au ratio panoramique (2,35:1), une dimension épique aux gestes des protagonistes (aidé en cela par l'« Ouverture » et l'« Intermission », réservées aux films à grand déploiement), mais on se demande en quoi leurs actions le furent réellement... ou s'il était nécessaire de filmer ainsi leur déjeuner. Ébloui plus que confronté, on se voit contraint d'adopter une attitude d'admiration confuse ou béate.

Cette complaisance se constate également dans ce recours récurrent à des citations d'auteurs – inscrites ou récitées – ratissant de Ferdinand Lassalle à Gaston Miron (sans jamais les nommer), accentuant ainsi le matraquage

Grasse mat' de soleil
© Julien Castanié

Malgré les prétentions critiques de Mathieu Denis et Simon Lavoie, on reste avec l'impression que l'entreprise souffre des maux mêmes qu'ils dénoncent : l'imposture et l'inachèvement.

dont on agresse le spectateur. Du reste, ces passages, déclamés en français « radio-canadien » aseptisé – marquant ainsi une volonté d'universaliser le propos en coupant les personnages de leur histoire, de leur contexte et de leur accent –, ne résonnent pas ou sonnent creux. Comme quoi il ne suffit pas de nier le particulier pour qu'un propos se hisse soudainement jusqu'à la « pureté idéale » de l'universel.

Le scénario aussi, plus caricatural qu'ancré dans des oppositions concrètes, est marqué par cette radicalité de surface. Tous ceux qui se payent un resto dans des quartiers embourgeoisés ou qui traversent le pont dans le mauvais sens sont, sans plus de nuance, des ennemis à abattre. Les tensions ville/banlieue, jeunes/vieux, hétéronormativité/LGBT, de souche/immigrants reposent sur des clichés éculés (le château en carton sis à Brossard, le taudis de Hoch'lag', les boomers revenus de *toute*...). Si bien qu'il n'est pas étonnant que certain.e.s militant.e.s aient eu l'impression qu'on cherchait à réifier les préjugés de chacun plutôt qu'à nous déterritorialiser.

Ce manichéisme de pacotille se trahit surtout dans les échanges entre les protagonistes, tous incapables d'établir un dialogue significatif et réellement porteur. Pensons à cette engueulade du père bourgeois avec sa fille qui, alors que tous deux se retrouvent à bout d'arguments, se solde par un grotesque parricide, ou à cet échange pourtant prometteur entre le client et la prostituée transsexuelle qui se conclut par un « ferme ta gueule, gros porc ». Au final, chacun reste sur ses positions, aucune transformation ne sera vécue.

Évidemment, tous ces procédés ont pour but d'accentuer – on l'aura d'ailleurs compris dès le titre – le sentiment d'impasse qui caractérise notre société, le système politique québécois se muant graduellement en système à parti unique. Mais mises à part les citations orales ou écrites (Révolution française, Guerre d'indépendance de l'Algérie) ou imagées (Révolution ukrainienne, Printemps égyptien), du reste décontextualisées, les cinéastes ont-ils eux-mêmes une opinion quelconque sur la révolution souhaitée ou à venir ? En espèrent-ils seulement une, révolution ? Quoi qu'il en soit, l'idée que s'en font les quatre insurgés se résume étrangement à la caricature véhiculée par les médias de masse : *la révolution, c'est le vandalisme*.

Plus largement, c'est cette incapacité à *penser*, ne serait-ce que de manière circonspecte, un au-delà de la révolte locale qui fait en sorte que *Ceux qui font les révolutions*... s'enfonce dans le bourbier intellectuel dans lequel on croupit plus qu'il ne nous aide à en sortir. D'ailleurs, au moment où l'une des protagonistes se décide, enfin, au bout de trois longues heures, à dégager les fenêtres de la commune dans laquelle ses camarades et elle s'étaient claquemurés – mettant de la sorte fin au stérile huis clos –, la profondeur de champ ne permet pas de voir par-delà le personnage. Si bien qu'en définitive, toute cette révolte ne débouche sur rien d'autre que le Moi. Le spectateur, ainsi placé devant le dilemme sadique du Charybde de l'autodestruction révolutionnaire (s'immoler pour attirer le regard de maman, vraiment ?) ou du Scylla du statu quo, sera bien tenté de choisir le second, qui promet au moins le confort bourgeois. D'ailleurs, peut-on vraiment le blâmer ?

Puisqu'il s'agit d'une œuvre militante, il semble qu'il est d'autant plus nécessaire de s'interroger sur sa réception, le questionnement qu'elle est censée soulever, le dérangement qu'elle est censée provoquer, une œuvre revêtant de telles prétentions ne pouvant se réduire à un futile exercice de style. Malgré leur vulgarité – à prendre ici dans son acception étymologique –, *Octobre* (1994) de Pierre Falardeau et même *Bingo* (1976) de Jean-Claude Lord avaient au moins réussi à se réapproprier la révolte d'octobre 1970 et à lui conférer un sens. Le tour de force a consisté, pour l'un, à rendre familiers à une nouvelle génération les felquistes et leur mission, pour l'autre, à désigner l'ennemi et ses machinations. Alors, à quoi bon ce film ? Que nous dit-il de plus que ce qu'on nous a déjà martelé ? On peine à trouver – malgré la prétention à une « révolte » formelle – un propos novateur.

On sort choqué par le film, certes, mais pour quelles raisons ? Parce qu'on a vu quelque chose d'*à peu près* avant-gardiste, parce qu'on a entendu des propos *à peu près* révolutionnaires. Mais surtout parce qu'on s'est trouvé en présence d'une œuvre qui, comme bien des révolutions, est *à peu près* achevée.

Après la révolution

Néanmoins, à condition qu'on l'étudie à la manière d'un symptôme, il y a beaucoup à tirer du film de Denis et Lavoie. Si la grève étudiante devait être le point de départ d'une action révolutionnaire, l'échec paraît total. La lutte du printemps 2012 n'a en rien changé le rapport de force entre le peuple et ses gouvernants. On ne peut certainement pas reprocher aux cinéastes de souligner cette débâcle.

Force est de constater, à l'instar du tandem, l'impasse intellectuelle de la gauche québécoise prise entre la gauche

de droite – appelée pudiquement « sociale libérale » –, l'autoritarisme nouveau genre (incarné notamment par la gauche latino-américaine), le nihilisme (« *fuck* toute ») et les courants réactionnaires (le retour à la sacro-sainte social-démocratie). En intercalant des images d'archives datant d'avant la (soi-disant) Révolution tranquille – l'abbé Groulx, Jack Kerouac, Hubert Aquin –, on comprend que Denis et Lavoie, même de manière ambigüe, s'inscrivent dans la nostalgie gauchiste – qu'ils remettent en question toutefois – et ses topoï : l'État providence, la défense du français, la lutte pour l'indépendance. Mais, à nouveau, peut-on leur en vouloir de buter eux aussi sur le seuil de l'imaginaire politique atrophié de la gauche institutionnelle québécoise ?

La révolution à venir

À force de se contenter de ressasser mollement le même discours, assise sur son monopole du progressisme (économique et social), doit-on s'étonner que la gauche se soit laissée doubler sur son propre terrain ? Devant une gauche qui n'a plus rien à proposer, faut-il se surprendre que la droite ait réussi à subvertir la notion même de progressisme ? N'est-ce pas pourquoi le très libéral président français, Emmanuel Macron, peut aujourd'hui signer, sans rire, un opus titré *Révolution* ? Et n'est-ce pas aussi grâce à ce renversement que la révolte – narcissique et anomique – des militants de *Ceux qui font les révolutions*... s'insère en fait plus en continuité qu'en rupture avec le dispositif néolibéral ? La révolte *stricto sensu* n'est plus un gage de probité ni même une fin en soi ; on ne peut plus simplement monter aux barricades d'abord, et voir *ensuite* ce qu'on veut faire. Volontairement ou non, le film de Denis et Lavoie a au moins la vertu de nous le montrer.

Dans *Sur la révolution*, Hannah Arendt soutient que l'édification d'un nouvel ordre constitutionnel est l'acte révolutionnaire par excellence puisqu'il fonde la liberté. L'insurrection qui la précède habituellement n'est rien de plus qu'une condition nécessaire – la libération – mais non suffisante. Elle n'est donc, au plus, qu'un expédient. Il importe alors de s'interroger sur la nature d'une constitution véritablement populaire, vidée des formes de domination les plus débilitantes, et surtout construite autour de l'idée, souvent évoquée mais rarement comprise dans toute sa radicalité, de pouvoir *du* peuple, *par* le peuple, *pour* le peuple.

C'est ce « peuple de la rue » avec ses institutions spontanées (les assemblées générales de quartier, les comités sur les perrons d'église, les organisations informelles sur Facebook, les comités de parents de tout acabit) – mais malheureusement trop éphémères –, ses prétentions à se substituer aux structures étatiques, qu'il faudrait mettre de l'avant, bien plus que les révolutionnaires stériles. Et si l'art doit absolument préserver son indépendance de la politique, comme point de départ pour penser la « Révolution » (et éviter ainsi l'instrumentalisation), peut-être vaudrait-il mieux chercher les véritables causes du mal, se pencher sur les raisons derrière la pauvreté des propositions offertes par la gauche, sur son incapacité à parler de liberté, plutôt que d'en jeter davantage dans la cour des critiques du modèle dominant ou, pire encore, de se laisser porter par la nostalgie. Ⓛ

— Bon allez. Plus que cinquante ans à tirer.
© Jimmy Beaulieu